Sciences Po - Mission Jeunes Consultants

Construire une voix collective et influente des ONG:
Etude comparative des plates-formes française (Coordination Sud)
et américaine (Interaction) des ONG d'urgence et de développement

Coordination SUD - IRG

Contexte

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement - est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale[1]. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 130 ONG, dont une centaine via six collectifs d'ONG (CLONG-Volontariat, CNAJEP, Coordination d'Agen, CRID, FORIM, Groupe Initiatives), qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

Coordination SUD assure une double mission d'appui à la professionnalisation des ONG françaises et de représentation de leurs positions auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde. Pour cela, elle anime des commissions de travail thématiques composées de ses membres, mobilisées sur des enjeux majeurs de la solidarité internationale, et met en œuvre des actions de plaidoyer institutionnel et de promotion des travaux et positions collectifs de ses membres.

Ces commissions constituent une pièce majeure de la gouvernance démocratique de Coordination SUD. Elles sont des espaces d'échange, d'analyse, de renforcement de capacités et de construction de positions communes.

Par ailleurs, Coordination SUD est membre de Concord (la Confédération européenne des ONG) et du FIP (Forum international des plates-formes nationales d'ONG) qui compte 82 plates-formes nationales d'ONG et leurs coalitions régionales. La création de ce Forum prétend contribuer à répondre au défi de l'émergence de voix nationales et régionales dans le débat international, de manière pérenne, efficace, démocratique, représentative et coordonnée. Ce Forum repose sur le concept, les actions et les initiatives d'une diplomatie non gouvernementale (DNG).

Le travail d'échange et de construction collective de positions, la préparation d'actions de plaidoyer en vue des grands événements internationaux se réalise au sein de Concord et du FIP dans le cadre d'espaces collectifs de travail similaires à ceux de Coordination SUD.

Par ailleurs, les trois entités, Coordination SUD, Concord, et le FIP, gèrent chacun un site internet. Leurs sites sont des outils collaboratifs, d'information et de communication essentiels.

Via le FIP, les plates-formes nationales d'ONG entendent donc se renforcer, multiplier leurs échanges et leurs coopérations, et prendre toute leur place dans les négociations internationales sur les grands enjeux contemporains, contribuer à la démocratisation de ces débats et à l'émergence d'alternatives face aux effets négatifs économiques, sociaux, humains et environnementaux de la mondialisation.

De son côté, l'Institut de Recherche et débat sur la Gouvernance (IRG) développe depuis plusieurs années un programme de recherche et d'échange autour des acteurs, des objectifs et des outils de la « diplomatie non gouvernementale » afin de mieux identifier les interactions et les modes d'influence de la société civile auprès des acteurs publics internationaux. L'IRG accompagne donc le processus de capitalisation de Coordination Sud, qui fait écho à plusieurs autres chantiers d'étude/recherche menés actuellement autour des formes d'influence de la société civile au niveau international.

Objectifs

[1] Cf. annexe 1 : mode d'emploi de Coordination SUD.

Dans la dynamique de capitalisation engagée par Coordination et accompagnée par l'IRG, le défi est notamment de mieux comprendre comment concilier un effort de représentativité du milieu non gouvernemental (à travers la construction d'outils de gouvernance partagée et la concertation autour de positions communes), et le défi de l'efficacité de cette prise de parole et de son influence sur la prise de décision publique.
Coordination Sud s'interroge ainsi plus généralement sur la manière dont son action permet de renforcer la reconnaissance du droit d'action et d'expression des acteurs associatifs organisés.

Cette étude permettrait ainsi d'apporter des éléments pour une mise en débat collective sur les pratiques de Coordination SUD en termes de plaidoyer collectif et sur les outils de renforcement de la légitimité et de l'impact de ces processus.

Pour le comprendre, il s'agira pour le groupe d'étudiants d'examiner les pratiques de Coordination SUD sur une thématique (parmi agriculture, climat, eau, santé) du niveau national, au niveau européen puis international, afin de répondre aux questions suivantes :

Trois axes de questionnement :

Les positions

- Inventorier et analyser la diversité des positionnements et leur évolution dans la construction de consensus aux 3 niveaux : national (Coordination SUD et autres acteurs éventuels), européen (Concord et autres acteurs éventuels), international (FIP).
- Décrire et analyser la diversité des acteurs ONG à ces différents niveaux du dialogue, et la manière dont chacun conçoit sa spécificité vis-à-vis des autres.

Les processus de construction collective

- Décrire et analyser les modes de gouvernance, d'organisation et de prises de décision aux différents niveaux :
  - Comment sont identifiés les avantages, inconvénients en fonction des critères d'efficacité, de légitimité, de représentativité des positions construites.
  - Comment fonctionnent les mandats des divers représentants des ONG dans les commissions. Sont-ils décisionnaires ? Doivent-ils en référer en interne ? Comment est ensuite restituée dans chaque ONG membre la position prise ? Existe-t-il une appropriation et une reconnaissance de ces positions par ces organisations?
- Analyser la prise en compte des autres acteurs de la société civile (syndicats, mouvements sociaux, etc.) dans ce processus.

Les actions de plaidoyer

- Décrire et analyser méthodes et outils de plaidoyer collectif :
  - Quelles modalités d'action et de relation avec les autorités ? vis-à-vis des médias ? de l'opinion publique ?
  - Quelles sont les cibles de ce plaidoyer et comment analyser les différents modes de relation et rapports de force avec chacune d'elles.
- Comment l'action de plaidoyer d'une plate-forme d'ONG s'articule-t-elle avec les stratégies d'influence des organisations membres ? A quelles conditions ces deux dynamiques se complètent d'avantage qu'elles ne se percutent ?

Une dimension comparative

Sur chacun de ces trois volets, les étudiants chercheront, à tirer des enseignements d'une comparaison entre le processus français développé au sein de Coordination Sud, et le processus américain développé au sein de la plate-forme Interaction.

Par ailleurs, tout au long de leur réflexion, ils tenteront de comprendre la spécificité de ce processus par rapport aux autres acteurs de la société civile présents et influents dans le même secteur (syndicats, collectivités locales, lobbies privés, etc.).

Modalités

- Enquêtes auprès des acteurs ONG français actifs au sein de la commission de Coordination SUD, notamment représentants mandatés mais aussi autres personnels des ONG (notamment direction et chargés de mission).

- Observation des temps de commission thématiques (préparation, modes de dialogue, outils de reporting, etc.)

- Enquêtes auprès des cibles des stratégies de plaidoyer visées par Coordination SUD et ses membres dans ce secteur (Parlementaires, médias, gouvernement, etc.).

- Mission auprès de la Plate-forme Interaction (Commission thématique, ONG membres, etc.) afin d'assurer la dimension comparative de l'étude.

- Mise en débat collective et restitution

Résultats attendus

- Rapport : Etude comparative (entre 60 et 100 pages), présentée sur le site de Coordination et de l'IRG

- Film court de croisement des entretiens permettant d'illustrer l'étude.

- Présentation publique des résultats (étude et film) à Sciences Po et auprès de Coordination et de l'IRG

Profils des étudiants

Une équipe de 4 personnes avec les compétences suivantes :

- excellent niveau en anglais
- Une expérience dans le secteur non-gouvernemental est très souhaitable
- Une connaissance / expérience des techniques de montage audiovisuel serait un plus.